

L'ÉCONOMIE CHILIENNE

La stabilité politique du Chili et son cadre réglementaire prévisible ont favorisé l'expansion de l'investissement étranger et du commerce extérieur. Le bon état des finances publiques du pays y a également contribué. En 1995, le Chili a enregistré un surplus budgétaire équivalent à 2,6 % de son produit intérieur brut (PIB), alors que sa dette extérieure nette ne représentait que 10 % du PIB. Cependant, des perspectives peu encourageantes pour les exportations de cuivre, la flambée des taux d'intérêt de janvier et février et des restrictions budgétaires entraîneront un ralentissement de l'activité économique en 1998. Même si sa croissance ne doit pas dépasser 5 % en 1998, le Chili se situe encore bien au-dessus de la moyenne régionale, qui avoisine 3 %.

Le Chili a été le premier pays d'Amérique latine à libéraliser unilatéralement le commerce et à démanteler les entraves à l'investissement étranger. Il a réduit son tarif douanier maximal de 220 % à 140 % en 1974, puis à 65 % en 1976 et à 10 % en 1979. Le nombre de produits dont l'importation est interdite a chuté de 187 en 1973 à 6 en 1976. Actuellement, les tarifs douaniers se maintiennent à 11 %, et plus de la moitié du PIB du pays fait l'objet d'échanges commerciaux. Les tarifs douaniers passeront de 11% à 10% le 1er janvier 1999. Ils diminueront ensuite de 1% par année pour atteindre 6% en 2003.

Au milieu des années 1970, les politiques adoptées par le Chili étaient jugées radicales. Toutefois, un grand nombre d'autres pays d'Amérique latine les copient aujourd'hui. Il a fallu plus de dix ans pour que le Mexique adopte des politiques comparables. Cependant, l'adoption soutenue de politiques axées sur le marché pendant plus de 20 ans a donné naissance à une mentalité favorable à l'épargne et à l'investissement unique en Amérique latine. En effet, le taux interne d'épargne du Chili devrait se situer juste en dessous de 28 % en 1996, ce qui fait l'envie de ses voisins d'Amérique latine.

Ce fort taux d'épargne interne, conjugué à un contexte accueillant pour l'investissement étranger, a aidé à maintenir la croissance du PIB autour de 7 % au cours de la période de 10 ans qui s'est terminée en 1997. La même année, d'après les estimations officielles de la Banque centrale, la croissance réelle était de 6,8 %, tandis que le taux de chômage est tombé à 7,5 % et que l'augmentation réelle des salaires a été d'environ 3 %. Les politiques gouvernementales sont également parvenues à endiguer l'inflation, qui est tombée à 6,2 % en janvier 1997, comparativement à 27 % en 1991. Le système d'indexation largement répandu au Chili, un héritage des fortes hausses de prix précédentes, a institutionnalisé dans une certaine mesure l'inflation. Malgré cela, le taux d'augmentation de l'indice des prix à la consommation s'est chiffré à 6,2 % en 1997. En 1995, le taux de croissance réel a dépassé celui de l'inflation pour la première fois en 35 ans. Cette tendance s'est poursuivie en 1997.